

# Les nouveaux horizons de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan



Notre entretien se déroule avec Novruz Mammadov, Directeur adjoint de l'Administration présidentielle, chef du Département des relations extérieures.

**– Honoré Novruz muallim, l'Azerbaïdjan, fort des succès qu'il a remportés dans de nombreux domaines, retient l'attention du monde. Les rapports des organisations internationales soulignent les progrès tous azimuts de notre pays. Les représentants des pays étrangers qui viennent visiter l'Azerbaïdjan peuvent en témoigner. De plus, si l'on tient compte de la spécificité de la région où se situe l'Azerbaïdjan, on ne peut que noter que notre pays mène une politique étrangère diversifiée. À quoi tiennent tous ces succès de l'Azerbaïdjan ? Nos lecteurs seront curieux de savoir ce qu'en pense un homme qui, comme vous, est depuis longtemps impliqué dans la définition de notre politique étrangère.**

Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan, comme on le sait, s'est retrouvé indépendant pour la deuxième fois en cent ans. Si la première fois, en 1918-1920, il ne l'est demeuré que 23 mois, cela fait cette fois-ci 23 ans qu'il se présente en État souverain, sujet du droit international.

Lorsque l'on évoque les résultats obtenus par l'Azerbaïdjan, il convient, évidemment, de bien garder à l'esprit le contexte dans lequel il a accédé à l'indépendance. En effet, l'Azerbaïdjan, sitôt libre de ses actes, s'est retrouvé dans une situation extrêmement difficile. D'une part, certains de nos territoires étaient occupés par l'Arménie, et de l'autre, la dislocation de l'ancien système avait laissé notre économie paralysée, et notre stabilité intérieure perturbée.

Le retour au pouvoir en juin 1993, à la demande instante du peuple, de notre leader national Heydar Aliiev a joué, dans ce contexte, un rôle décisif pour la

sauvegarde de notre structure étatique. Les réformes politiques, sociales et économiques effectuées sous la direction d'Heydar Aliev à partir des années 90 ont permis de poser les bases de notre existence politique indépendante et du développement du pays. Le président Ilham Aliev a poursuivi la même orientation, ce qui a favorisé l'approfondissement de vastes réformes, qui ont hissé notre pays à un plus haut niveau de développement social.

Nous constatons aujourd'hui le chemin parcouru par le pays sur le plan politique, social et économique. L'Azerbaïdjan a affermi sa stabilité politique intérieure et instauré, grâce aux réformes, un système politique en constant progrès, allant dans le sens des intérêts de la société. L'Azerbaïdjan a établi des rapports harmonieux entre l'État et les citoyens, impulsé un développement économique équilibré et occupé parmi les États du monde une place digne de lui, celle d'un leader régional. C'est là la récompense d'un travail acharné et soutenu.

L'Azerbaïdjan, guidé par son président monsieur Ilham Aliev, présente au monde un « modèle de développement » original. On a plaisir à constater que, dans bien des parties du monde, notre expérience fait des émules, que l'on s'emploie à la diffuser. C'est ainsi que, tout récemment, le président de l'Afghanistan Ashraf Ghani a déclaré que son pays était intéressé à profiter de l'expérience de l'Azerbaïdjan.

Pour mieux prendre la mesure des succès enregistrés par l'Azerbaïdjan, il suffit de scruter ses indicateurs

économiques et financiers. Rien qu'au cours des dix dernières années, le PIB a plus que triplé, tandis que les rentrées budgétaires étaient multipliées par vingt. Le niveau de pauvreté est passé dans le pays de 49 à 5,3%. Le taux de chômage est de 5%. En Azerbaïdjan ont été créés 1 030 000 emplois. Les réserves de change du pays dépassent les 54 milliards de dollars US, tandis que la dette extérieure de l'État est égale à 8% du PIB. Actuellement, l'économie de l'Azerbaïdjan représente 75% de celle du Sud-Caucase.

Ces succès sont confirmés par la communauté mondiale. D'après l'indice de compétitivité mondiale du Forum Économique mondial, notre pays occupe la 38<sup>e</sup> place, ce qui est le meilleur résultat pour l'ensemble de la CEI. Les agences de notation, telles Fitch, Standard and Poor's ou Moody's, réévaluent la note de l'Azerbaïdjan. Le classement de la Banque Mondiale, basé sur le revenu national total par habitant, situe l'Azerbaïdjan dans le groupe des pays à « revenu moyen élevé ». Selon l'indice de développement humain du Programme de développement de l'ONU, c'est l'un des pays « à développement humain élevé ».

En ce qui concerne le développement économique, l'Azerbaïdjan est sorti de la période transitoire. Actuellement, le pays s'est fixé de nouvelles priorités de développement. Le programme « Azerbaïdjan-2020, un regard vers l'avenir » vise à une percée vers un nouveau stade de développement économique-social. L'Azerbaïdjan est déterminé à transmuter l'« or noir » en « or humain »,



en capital humain. C'est pourquoi le pays accroît ses investissements dans l'éducation et les technologies de pointe ; il prend des initiatives importantes allant dans le sens d'une diversification de l'économie. L'Azerbaïdjan a déjà lancé son premier satellite de télécommunications, rejoignant ainsi le club des puissances spatiales. Je dois d'ailleurs faire remarquer, à ce propos, que nos partenaires les plus proches en matière d'industrie spatiale sont des sociétés françaises.

**– L'orientation de la politique étrangère d'un pays est étroitement liée à celle de sa politique intérieure. Ces deux axes se complètent. Que pourriez-vous dire, de ce point de vue, de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan ?**

L'Azerbaïdjan mène une politique extérieure équilibrée, fondée sur une coopération tous azimuts, un partenariat équitable et l'intérêt national.

Durant les premières années de son indépendance, le pays s'est retrouvé isolé. Ses relations avec la majorité de ses voisins s'étaient dégradées. Suite aux efforts déployés par le lobby pro-arménien, l'Azerbaïdjan fut victime d'un blocus informationnel. La politique étrangère suivie depuis a complètement changé la position de notre pays dans l'arène internationale. L'Azerbaïdjan n'est plus seulement un des acteurs de la scène politique mondiale, il est devenu un initiateur et un acteur de projets d'importance régionale, un pays écouté.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan mène une politique étrangère nettement active, qui le conduit à jouer un rôle important dans les organisations internationales. C'est l'un des rares pays à être membre à la fois de l'Organisation de la Coopération islamique et du Conseil de l'Europe. Avec le soutien de 155 pays, l'Azerbaïdjan a été élu en 2012-2013 membre non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, ce qui a été un net succès de notre politique extérieure. Le déroulement de l'élection des membres du Conseil a témoigné de l'autorité internationale de notre pays. Après 17 tours de scrutin, l'Azer-



baidjan, en entrant pour la première fois de son histoire au Conseil de Sécurité, a remporté une éclatante victoire. Les 155 voix qu'il recueillit signifiaient que les États du monde considéraient favorablement la politique suivie officiellement par Bakou au plan régional et dans l'arène internationale. Durant la période où il assumait la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, l'Azerbaïdjan soumit au Conseil des questions importantes pour la paix et la sécurité et prit une initiative visant à élargir la coopération en matière de lutte contre le terrorisme international. Le temps qu'il siégea au Conseil de Sécurité, l'Azerbaïdjan défendit le droit international et la justice, démontrant son souci des principes dans l'examen des questions concrètes.

Manifestement, les succès obtenus par la République d'Azerbaïdjan ont sensiblement renforcé son autorité internationale. Notre pays a établi une coopération étroite avec les organisations internationales les plus influentes. Il s'est joint au groupe des non alignés qui, après l'ONU, est l'organisation internationale la plus nombreuse. Notre république a également assuré avec bonheur, en mai-octobre 2014, la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

L'Azerbaïdjan participe avec sérieux à l'affermissement de la paix et de la sécurité internationale, il est un membre actif de la coalition antiterroriste internationale. Il a été l'un des tout premiers États à répondre aux appels antiterroristes. Des militaires azerbaïdjanais ont servi en Afghanistan et en Irak sous le commandement de l'OTAN. Actuellement, l'Azerbaïdjan participe de façon significative aux opérations de transport de l'OTAN vers l'Afghanistan.

En politique étrangère, les questions de coopération régionale occupent la première place dans les préoccupations de l'Azerbaïdjan. À l'exclusion de l'Arménie, nous avons des relations positives avec nos quatre autres voisins. Ces relations se fondent sur les principes de l'amitié, de la collaboration, de la non-ingérence dans les affaires intérieures. En même temps, l'Azerbaïdjan a pris l'initiative, dans la région, de plusieurs formats trilatéraux. Les formats Azerbaïdjan-Iran-Turquie, Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie et Azerbaïdjan-Turquie-Turkménistan ont une grande importance pour débattre des questions d'intérêt régional et du développement de rapports de coopération.

**– L'Azerbaïdjan est réputé dans le monde entier pour sa production de pétrole et de gaz. Quel est le rôle du facteur énergie dans le développement actuel de l'Azerbaïdjan ?**

Il est hors de doute que les progrès de l'Azerbaïdjan sont tous liés au facteur énergétique et au bon emploi qui en est fait au service du développement socio-économique du pays. C'est cette politique qui a contribué à faire de l'Azerbaïdjan un leader régional, participant



activement aux projets économiques régionaux et mondiaux.

Comme l'a fait ressortir le président de l'Azerbaïdjan, monsieur Ilham Aliev, la politique énergétique doit être un facteur d'union, et non de désunion entre les pays ; le facteur énergie ne doit pas être utilisé pour définir et atteindre des objectifs politiques. C'est précisément cette façon de voir les choses qui vaut à l'Azerbaïdjan d'être considéré comme un partenaire fiable des autres pays dans le domaine de l'énergie et de jouer en particulier un rôle important au service de la sécurité énergétique des pays européens.

Tout a commencé avec la signature en 1994 du « contrat du siècle ». La politique suivie par l'Azerbaïdjan en matière énergétique vise à créer une infrastructure de transport reliant la Caspienne à la mer Noire et à la Méditerranée. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, qui a été mis en service en 2006, a eu une importance historique à la fois pour faire accéder le pétrole azerbaïdjanais aux marchés mondiaux et pour ouvrir une nouvelle voie de transit. Il n'est pas exagéré d'affirmer que ce projet a modifié le paysage énergétique de la région et, plus largement, de tout le continent, aussi bien du point de vue des réalités actuelles que des perspectives d'avenir.

Aujourd'hui, quand on parle de sécurité énergétique, on a surtout en vue le gaz naturel. En ce domaine également l'Azerbaïdjan mène une politique indépendante, en collaboration avec ses partenaires. Il convient de rappeler à ce propos que le contrat d'exploitation du gisement de Shah Deniz a été conclu dès 1996.

L'aboutissement de ce projet a créé les conditions d'une totale indépendance énergétique de l'Azerbaïdjan et a fait de lui un exportateur de gaz, alors qu'il en était jusque là un importateur.

La mise en service en 2007 du gazoduc Bakou-Tbilissi-Arzrum a été un événement marquant pour toute la région. Il suffira de dire que l'Azerbaïdjan s'est chargé d'assurer par cette voie l'approvisionnement en gaz de la Géorgie, pays en proie à des difficultés économiques ; l'Azerbaïdjan a ainsi une nouvelle fois confirmé sa réputation de partenaire fiable. Et l'acheminement par cette conduite du gaz de Shah Deniz vers la Turquie a constitué la première étape vers la fourniture de gaz aux marchés européens.

Rien ne permet mieux de se rendre compte des succès enregistrés par l'Azerbaïdjan ces dernières années en matière énergétique, que de considérer le contexte qui a entouré l'étude de la phase II du gisement de Shah Deniz. Vous avez sûrement encore à l'esprit les innombrables déclarations politiques faites à propos du South Stream, du projet Nabucco. Mais rien de concret n'a suivi. C'est pourquoi l'Azerbaïdjan a signé avec la Turquie le contrat de construction de la conduite TANAP, destinée à acheminer le gaz de Shah Deniz vers l'Europe. Tel a



été le premier pas effectif vers la réalisation du South Stream.

La décision de choisir le gazoduc transadriatique comme principale voie de transport du gaz de Shah Deniz vers l'Europe montre qu'il est impossible de réaliser un projet important dans la région sans la participation de l'Azerbaïdjan. Il convient en particulier de souligner que les projets Shah Deniz-2, TANAP et TAP, auxquels seront consacrés 45 milliards de dollars d'investissements, sont parmi les plus gros entrepris dans le monde pour le transport d'énergie. Leur réalisation bouleversera la carte énergétique de l'Europe.

**– Les incidents qui se sont produits ces derniers temps entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sur la ligne de front ont ramené l'attention sur le sud du Caucase. Le danger existe d'une reprise du conflit armé. Quelles sont, selon vous, les perspectives d'un règlement du conflit du Haut-Karabagh ?**

Comme l'a plusieurs fois rappelé le président de la République d'Azerbaïdjan, monsieur Ilham Aliev, les problèmes qui se posaient à notre pays sont désormais réglés. Le seul qui demeure encore en suspens est celui du Haut-Karabagh. L'objectif prioritaire de l'Azerbaïdjan, au plan régional et international, est celui du rétablissement de l'intégrité territoriale du pays. Car le conflit arméno-azerbaïdjanais du Haut-Karabagh est le principal obstacle au développement de l'Azerbaïdjan aussi bien que de toute la région.

Voilà plus de 20 ans que le Haut-Karabagh, qui fait partie intégrante de l'Azerbaïdjan, ainsi que 7 districts voisins, est occupé par l'Arménie. Suite à l'agression militaire et au nettoyage ethnique effectués par ce pays, 20% de nos terres sont sous occupation étrangère, et plus d'un millions de personnes sont devenues des réfugiés, des migrants forcés. La position de l'Azerbaïdjan est que ce conflit doit être résolu conformément aux normes du droit international, dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan.



La communauté mondiale et les organisations internationales reconnaissent elles aussi l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et se prononcent en faveur d'un règlement équitable en accord avec les normes du droit international. Les bases juridiques du règlement du conflit reposent sur les Statuts de l'ONU, l'Acte final d'Helsinki, les résolutions N° 822, 853, 874 et 884 du Conseil de Sécurité de l'ONU, la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU adoptée en 2008, et également sur les décisions et résolutions des pays non alignés, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, de l'OTAN, du Parlement européen, de l'Organisation de la Coopération islamique et d'autres organisations internationales, ainsi que sur les normes et principes du droit international. Tous ces documents confirment la souveraineté de l'Azerbaïdjan et l'inviolabilité de ses frontières internationalement reconnues.

Malheureusement, le conflit n'est toujours pas réglé. Aucun progrès sensible n'a été constaté lors des négociations menées sous l'égide du groupe de Minsk de l'OSCE. L'Arménie n'a pas intérêt à voir régler le conflit. Elle désire conserver la situation actuelle, qui n'est ni la guerre ni la paix. Nous attendons des États coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, ainsi que de la communauté mondiale, qu'ils entreprennent des démarches concrètes en vue d'un règlement équitable du conflit. Le non-respect du principe d'équité fait peser une menace de crise sur toute la région et sur le monde entier.

**– Honoré Novruz muallim, on assiste actuellement dans l'arène mondiale à un processus de réé-**

**valuation de la notion de « multiculturalisme ». Et à ce propos, on cite de plus en plus souvent le cas de l'Azerbaïdjan. Comment se situe l'Azerbaïdjan face à ces évolutions ?**

Se trouvant à la jonction entre Orient et Occident, Nord et Sud, islam et christianisme, l'Azerbaïdjan, à toutes les étapes de l'histoire, a été au carrefour des évolutions en cours. Il combine et conserve en lui l'héritage de différentes civilisations et cultures, ce qui se reflète dans son mode de vie, dans son développement et dans sa politique.

L'Azerbaïdjan est un pays musulman où vivent des représentants de plusieurs religions et cultures. Pendant des siècles s'y sont côtoyés sans problème des chrétiens et des juifs. Vous pouvez le constater dans l'architecture de Bakou. Bakou est l'une des rares villes du monde où mosquée et église s'élèvent l'une à côté de l'autre. Il est beaucoup question, actuellement, d'une crise du multiculturalisme en Occident. Mais, pour l'Azerbaïdjan, il s'agit d'un mode de vie qui lui vient du fond des âges. Les peuples qui habitent l'Azerbaïdjan, indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse, jouissent des mêmes droits, vivent comme une seule famille, car nous considérons le pluralisme culturel, la tolérance non comme une politique, mais comme une pratique quotidienne, une philosophie de l'existence.

Ceci a eu pour conséquence le fait que l'Azerbaïdjan joue l'un des principaux rôles dans les tendances positives en cours, en direction du multiculturalisme,

du dialogue des civilisations. Ces derniers temps, l'Azerbaïdjan s'est acquis la réputation d'un pays où sont discutés les problèmes de l'intégration interculturelle et du dialogue, d'un pays où se tiennent d'importants forums internationaux. À Bakou, pour évoquer les problèmes du monde actuel, se réunissent de prestigieuses assises internationales, des sommets, des conférences internationales. Nous citerons en particulier le Forum international pour le dialogue interculturel, le Forum mondial des sociétés ouvertes, le Sommet mondial des leaders religieux, le Forum mondial de la jeunesse, le Forum économique mondial de Davos ou le concours musical Eurovision. Je voudrais relever, à ce propos, les 1<sup>ers</sup> Jeux européens qui se dérouleront en Azerbaïdjan à l'été 2015. Il ne s'agira pas d'un simple événement sportif. Je considère que la décision de les organiser en Azerbaïdjan confirme l'appréciation positive du rôle que joue notre pays dans la coopération des civilisations et des cultures.

Tel est, pour l'essentiel, l'apport de l'Azerbaïdjan sur le plan des relations et de la coopération entre les peuples. Nous considérons que ce n'est pas par des oppositions et des conflits que l'on fait avancer la solution des problèmes mondiaux, mais au contraire par la coopération et la conjonction des efforts sur la base de la bonne volonté. D'ailleurs, la participation active à ces manifestations d'une nombreuse délégation française signifie que nos deux pays répondent pareillement aux interpellations de notre époque.

**– Les relations entre l'Azerbaïdjan et la France se situent à un haut niveau. Que pouvez-vous dire de la coopération des deux pays dans le domaine humanitaire et culturel ?**

La coopération entre les deux pays dans la sphère humanitaire se situe à un niveau très élevé. Chaque année, avec le soutien de l'État, des étudiants azerbaïdjanais sont envoyés étudier dans des universités françaises. Il faut y ajouter ceux – et ils sont assez nombreux – qui bénéficient de bourses de l'État français et ceux qui le font à leurs frais. Un exemple parlant de l'importance qu'accorde à la France l'Azerbaïdjan est fourni par le fonctionnement à Bakou d'un lycée français et par le démarrage de la construction d'un quartier de Paris.

Je veux souligner tout particulièrement le rôle de la Fondation Heydar Aliev dans la coopération culturelle. Comme vous le savez, la directrice de cette Fondation, Mehriban hanum Alieva, est également présidente du groupe d'amitié interparlementaire Azerbaïdjan-France. À ce propos, les rencontres et festivités organisées en France à l'initiative de la Fondation Heydar Aliev contribuent à faire mieux connaître notre pays et sa culture. L'une des principales caractéristiques de ces initiatives culturelles est qu'elles ne se limitent pas à Paris, la capitale. En effet, sur la base des projets de la Fondation

Heydar Aliev se sont déroulées dans plus de dix villes françaises des manifestations spécialement consacrées à la diffusion de la culture azerbaïdjanaise. Les activités de la Fondation Heydar Aliev et de sa présidente Mehriban hanum Alieva contribuent de façon importante à combler le manque d'information sur notre pays constatée dans le public français.

La collaboration entre l'Azerbaïdjan et la France dans le domaine culturel s'est manifestée également dans le soutien accordé par notre pays à la création dans le fameux musée du Louvre de départements consacrés à la culture islamique. Une telle démarche ne peut se réduire à l'aspect humanitaire et culturel des relations des deux pays. Elle représente aussi une contribution importante à la sauvegarde de la culture islamique en tant que composante importante de la culture mondiale.

**– Novruz muallim, vous êtes connu pour votre attachement à la France. Nous aimerions connaître votre opinion à ce sujet.**

Je suis un philologue, spécialiste de la langue et de la littérature françaises. J'ai enseigné de nombreuses années le français à l'Université des Langues de Bakou. Avant ma nomination dans l'Administration présidentielle, j'ai occupé le poste de doyen de cette université, où j'animais les émissions d'enseignement du français à la radio et à la télévision. J'ai assuré l'interprétariat en français pour notre leader national Heydar Aliev. J'ai traduit plusieurs livres français en azerbaïdjanais. Je suis l'auteur de deux manuels de français. N'est-il pas « original » de lire dans l'original les œuvres des génies qui ont produit des chefs-d'œuvre de la littérature mondiale ? Donc, en raison de mes liens avec la culture française, j'ai toujours ressenti de la sympathie pour cette culture. Je poursuis jusqu'à maintenant mes activités scientifiques, en tant que professeur de l'Université des Langues, où je suis titulaire de la chaire du Lexique et de la Méthodologie du français. De jeunes spécialistes formés en France travaillent dans le département de l'Administration présidentielle dont j'assume la direction. Je me suis toujours employé à élargir et à développer dans tous les domaines les relations entre l'Azerbaïdjan et la France. C'est précisément pour ma contribution au développement de nos relations bilatérales que je me suis vu décerner la Légion d'honneur par le président français.

Je tiens, pour terminer, à souligner l'importante contribution du magazine *Héritage* à la diffusion dans l'opinion mondiale de la vérité sur l'Azerbaïdjan. Cette publication fait découvrir au monde en plusieurs langues le patrimoine politique, culturel et économique de l'Azerbaïdjan. Dans la mesure où j'ai consacré de longues années à l'étude de la langue française, de la culture et de la politique de ce pays, je vous suis reconnaissant pour cet interview destiné au public français. ❀